



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE



PEPFAR

U.S. President's Emergency Plan for AIDS Relief

AIDSTAR-One | SÉRIE D'ÉTUDES DE CAS

Février 2012

Groupe d'action contre la violence au Swaziland

Riposte à la violence basée sur le genre dans un contexte de VIH



Logo du Groupe d'action contre la violence au Swaziland.

**Par Diane Gardsbane et
Sizakele Hlatshwayo**

AIDSTAR-One

John Snow, Inc.
1616 North Ft. Myer Drive, 16th Floor
Arlington, VA 22209 USA
Tél.: +1 703-528-7474
Télé.: +1 703-528-7480
www.aidstar-one.com

Environ 60 hommes sont réunis dans le centre Kagogo (grand-mère en Swazi), un espace créé pour les enfants devenus orphelins à cause du VIH mais également utilisé pour des réunions locales dans cette petite communauté du district Hhohho dans le nord du Swaziland. Des hommes et des adolescents, la plupart portant des vêtements occidentaux, les autres des vêtements traditionnels, sont assis ensemble sur des bancs de bois et des chaises en plastique. Ils écoutent une femme dont la tenue vestimentaire professionnelle indique clairement son origine urbaine. Elle utilise des images familières pour discuter de sujets chargés de sens : le sexe, la violence et le VIH. Plus tard, les jeunes sont priés de sortir afin que les pères puissent aborder des sujets auxquels ils ne veulent pas mêler leurs fils célibataires.

« Rien n'est plus comme avant où les hommes traitaient leur femme comme une de leur meilleures vaches ; vous ne pouvez pas juste la frapper un peu et lui dire 'avance' » déclare la dame. Éducatrice avec le Groupe d'action contre la violence au Swaziland (SWAGAA en Anglais)¹, elle tente de remettre en cause les normes dominantes sur les rôles de genres et sur la sexualité. Dans son discours, elle sensibilise les hommes sur des notions telles que le droit des femmes à des relations sexuelles consensuelles et le respect de besoins pouvant être différent des hommes.

¹ Swaziland Action Group Against Abuse, organisme financé notamment par le Plan d'urgence du président des États-Unis sur le VIH/SIDA (PEPFAR en anglais) via l'Agence américaine de développement international.

Ce document a été produit par le projet AUDSTAR One (AIDS Support and Technical Assistance Resources Project, Sector I, Task Order 1), dans le cadre du contrat USAID n° GHH-I-00-07-00059-00 entré en vigueur le 31 janvier 2008.

Avis de non-responsabilité : Les opinions des auteurs exprimées dans le présent document ne reflètent pas nécessairement les opinions de l'Agence internationale de développement (USAID) du gouvernement des États-Unis.

En quelques minutes, les hommes sont captivés. Plusieurs approuvent avec des mouvements de tête et demandent la parole. Tout le monde se met à rire lorsqu'un homme compare une femme à une voiture dont il faut chauffer le moteur avant de la conduire. Un homme plus âgé vêtu d'habits traditionnels Swazis déclare que chacune de ses quatre femmes a des besoins différents. Les hommes discutent des meilleures manières de satisfaire une femme et s'expriment sur des problèmes spécifiquement masculins, comme les difficultés d'érection.

La discussion aborde aussi le thème des condoms (rarement utilisés dans les couples stables au Swaziland) et de la relation entre le VIH et les relations sexuelles forcées.

À mesure que la conversation avance, il est évident que les hommes comprennent mieux les droits des femmes mais aussi qu'il reste des obstacles bien enracinés empêchant l'évolution des normes de genres soutenant la prédominance des hommes. Dans une discussion ultérieure, tous ont convenu que réussir à convaincre des hommes d'avoir une discussion ouverte et franche sur leurs relations sexuelles dans une société profondément patriarcale constitue déjà une belle réussite mais que la route serait longue pour arriver à une réelle égalité de genres entre hommes et femmes.

Contexte

Petit pays enclavé de seulement 17 200 kilomètres carrés (Atlas mondial 2010)² comptant environ 1,2 million d'habitants (Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, 2009), le Royaume du Swaziland affiche le plus haut taux

² Cette superficie est légèrement supérieure à celle de l'État du Connecticut aux États-Unis et semblable à celle du Koweït et Fidji.

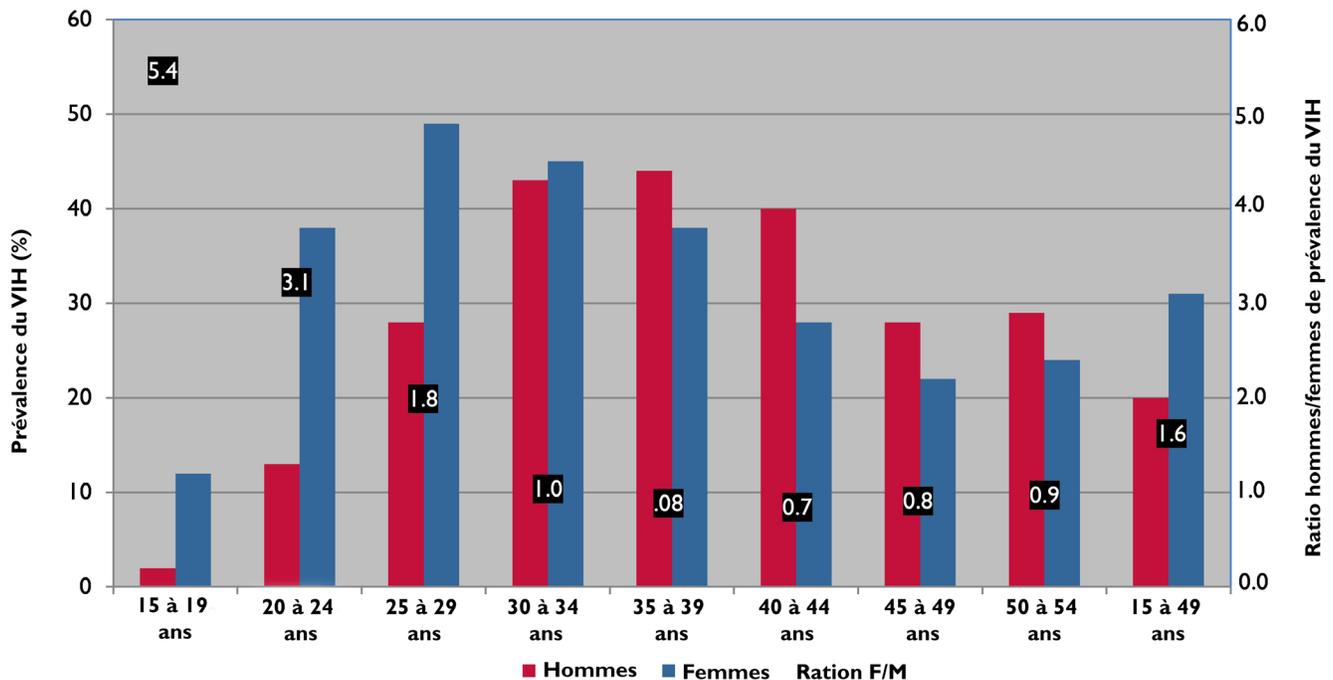
d'infection au VIH dans le monde. 26 % des adultes de 15 à 49 ans sont séropositifs et de ce nombre, 59 % sont des femmes. Le Swaziland se situe pourtant parmi les pays ayant un niveau de revenu moyen-faible, mais 40 % de la richesse nationale est contrôlée par 10 % de la population et 69 % des Swazis vivent sous le seuil de pauvreté (équipe nationale des Nations Unies, 2009).

Les inégalités de genres profondément enracinées sont considérées comme un facteur majeur du taux élevé de prévalence du VIH dans ce pays (National Emergency Response Council on HIV and AIDS [NERCHA] 2010; U.S. Agency for International Development [USAID] Swaziland 2010). De même, le taux élevé de prévalence du VIH et les inégalités de genres constituent des obstacles à la réduction de la pauvreté et au développement national.

Les femmes sont disproportionnellement affligées par le VIH, représentant 59 % du total des personnes infectées. De façon plus spécifique, le VIH a infecté 12 % des femmes de 15 à 19 ans, 38 % des femmes de 20 à 24 ans et 49 % des femmes de 25 à 29 ans (Central Statistics Office and MEASURE Demographic and Health Survey 2007). La figure 1 indique le taux de prévalence du VIH ventilé par sexe et âge, avec les ratios hommes/femmes (NERCHA n.d.).

Il n'existe aucune procédure routinière de dépistage de la violence basée sur le genre (VBG) dans les institutions de santé publique du Swaziland, lesquelles auraient pu permettre de réaliser des analyses statistiques sur l'incidence ou la prévalence de la VBG. Cependant, une étude nationale de la population générale réalisée dans les foyers sur la violence contre les enfants (principalement les filles) et les jeunes femmes, à laquelle SWAGAA a fortement contribué, fait état d'une véritable généralisation des agressions sexuelles contre les filles. Cette étude dont les données provien-

Figure 1 : Taux de prévalence du VIH par sexe et groupe d'âges, avec ratios de prévalence hommes/femmes au Swaziland, 2007



Sources : Central Statistics Office and MEASURE Demographic and Health Survey 2007; tableau recréé à partir de NERCHA n.d.

ment de plus de 1 200 filles et femmes de 13 à 24 ans, révèle aussi qu'environ une fille sur trois a été victime de violence sexuelle durant son enfance et que plus de la moitié de ces actes n'ont été signalés à personne, notamment parce que la plupart des femmes rencontrées ignoraient ces comportements étaient mauvais. Outre la violence sexuelle, 1 femme sur 4 a déclaré avoir déjà été victime de violence physique et 3 femmes sur 10 ont avoué avoir subi des mauvais traitements psychologiques durant leur enfance (Fonds des Nations Unies pour l'enfance [UNICEF] 2007). D'autres résultats de cette étude font état de risques significativement accrus de problèmes de santé chez les femmes victimes d'agressions sexuelles avant l'âge de 18 ans, comprenant notamment des cas de dépression, de pensées suicidaire et de tentatives de suicide, de grossesses non désirées et compli-

quées, d'infections sexuellement transmissibles, de désordres du sommeil et de consommation d'alcool/tabac (Reza et al. 2009).

Le trafic d'humains créé d'autres problèmes de droits de la personne, de VBG et de transmission du VIH. Le Swaziland est une source, une destination et un lieu de transit d'un grand nombre de femmes, de filles et de garçons capturés et vendus dans les pays voisins, le Mozambique et l'Afrique du Sud (U.S. Department of State 2010). Les pressions du gouvernement des États-Unis ont poussé le gouvernement Swazi à accroître ses efforts de lutte contre le trafic d'humains. En 2010, une subvention de 100000 \$US a été accordée à SWAGAA pour lutter contre ce trafic.

Environnement politique

Le Swaziland est la dernière monarchie absolue d'Afrique, dont le roi est populaire mais plus réputé pour ses extravagances et sa polygamie traditionnelle que pour sa politique sociale et ses mesures de développement. Le Swaziland a été lent à mettre en œuvre des politiques concrètes agissant efficacement sur les dimensions de genres de l'épidémie de VIH.

Par exemple, en 2001, le roi Mswati III a appuyé une interdiction des relations sexuelles avant le mariage pour les filles et les jeunes femmes, ré-introduisant le traditionnel « vœu de chasteté » et l'umcwasho (coiffure et pampilles signes de virginité) comme stratégie majeure de lutte contre le VIH.

Bien que ces mesures soient considérées par certains comme un recours judicieux aux coutumes et aux croyances traditionnelles, d'autres font valoir que cette stratégie confie aux femmes et aux filles la responsabilité du contrôle de l'épidémie, renforçant l'idée prédominante que les femmes et les filles sont les « vecteurs » du VIH.

Le Swaziland est signataire de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination contre les femmes, de la Convention sur les droits des enfants, des Objectifs de développement du millénaire, du Protocole sur les genres dans les communautés pour le développement de l'Afrique méridionale, ainsi que de plusieurs autres traités internationaux sur les droits de la personne faisant la promotion de l'égalité des genres. Une nouvelle constitution adoptée en 2005,³ garantit l'égalité des droits des femmes et des hommes mais maintient le système dualiste de la législation qui reconnaît les lois civiles et traditionnelles.

³ Cette superficie est légèrement supérieure à celle de l'État du Connecticut aux États-Unis et semblable à celle du Koweït et Fidji.

Les problèmes de mariage, de garde des enfants, de droits de propriété et de lois sur l'héritage restent principalement régis par la loi et les coutumes traditionnelles, lesquelles sont fortement basées sur des normes et pratiques patriarcales.

Le bureau du vice-premier ministre regroupe l'Unité de l'égalité des genres et de protection de la famille, ainsi que l'Unité nationale de coordination pour les enfants. Ces unités ont été placées sous la supervision directe du bureau du vice premier ministre afin d'accroître la visibilité des droits de la personne et de l'égalité des genres sur la scène nationale. Des centres d'action sur le genre ont été créés dans chaque ministère afin de mobiliser et coordonner des programmes et initiatives de respect des genres devant être lancés. Les problèmes devant encore être résolus comprennent non seulement la lourdeur de l'infrastructure du bureau du vice-premier ministre, qui ralentit les procédures et réduit l'efficacité, mais aussi l'habitude de nommer des fonctionnaires en bas de la hiérarchie, sans autorité ni pouvoir de décision, pour diriger les centres d'action sur les genres.

Certaines évolutions positives récentes sont à noter, telles que la Politique nationale sur les genres de 2010, un document dont l'élaboration a demandé 13 ans. Cette nouvelle politique doit aider à arriver à l'égalité des genres prônée par la constitution. L'intégration des spécificités de genres est encouragée par le gouvernement dans divers documents de stratégie nationale.

Cependant, il aura fallu plus de 10 années d'efforts par des militants de l'égalité des genres pour qu'une loi sur les agressions sexuelles et la violence domestique soit finalement adoptée par le Parlement. Approuvée en Octobre 2011, cette loi n'a pas encore été ratifiée par le Sénat. La version originale du projet de loi a été qualifiée de trop progressiste et a généré des débats agités sur la « culture Swazi et l'égalité des genres ». Le projet de loi final

constitue un compromis où certaines questions litigieuses sont abordées, mais pas de manière aussi décisive que les défenseurs des droits de la personne l'avaient espéré.

Description du programme

La mission organisationnelle de SWAGAA est principalement d'éradiquer la VBG et la promotion des droits humains de tous les Swazis. Les stratégies choisies pour atteindre ces objectifs comprennent le lobbying, la prestation de services et l'organisation d'activités visant à renforcer les politiques sur la VBG, à prévenir la violence et à offrir des soins, un soutien et un accès à la justice pour les victimes de VBG. SWAGAA est le seul organisme du Swaziland dont la mission principale est de contrer la VBG, de sorte que les autorités gouvernementales et la société civile font souvent appel à ses services pour obtenir une expertise, une assistance technique et un accompagnement pour les victimes. Lorsqu'un cas d'agression très immoral est rapporté par les médias, comme le viol de bébés ou de jeunes enfants, l'opinion publique attend que SWAGAA s'exprime sur l'affaire à titre de bonne conscience du pays.

SWAGAA a été constitué et officiellement enregistré en 1990 à titre d'ONG locale, sous la direction de bénévoles, avec la mission initiale de conseiller les victimes de violence familiale et/ou d'agression sexuelle. Aujourd'hui, l'organisme emploie normalement 22 personnes (certains postes sont actuellement vacants) et utilise les services de plusieurs bénévoles à temps complet. Son siège est situé à Manzini, la plus grande zone urbaine du Swaziland. L'organisme exploite aussi cinq sites satellites de counseling, dont un dans chacune des quatre régions du Swaziland où des bénévoles locaux sont utilisés pour détecter les situations nécessitant une intervention. Pour maximiser la productivité de ses

effectifs limités, SWAGAA assure une présence dans 24 communautés sélectionnées en fonction de divers critères, incluant le nombre de cas de VBG signalés à SWAGAA. Une ligne gratuite d'assistance téléphonique est ouverte depuis l'an 2000. Un nouvel espace de counseling pour enfants dans les bureaux du siège a récemment été aménagé.

SWAGAA aborde les liens entre l'épidémie de VIH et la VBG depuis presque une décennie ; il intègre l'éducation et les conseils relatifs au VIH dans tous ses programmes et services.

« Chaque fois qu'un cas d'agression horrible fait la manchette des médias, la population surveille systématiquement la réaction de SWAGAA. Si nous ne disons rien, quelqu'un écrira dans la presse « Quelle est la raison du silence de SWAGAA ? ».

—Un employé de SWAGAA

SWAGAA n'offre pas de services d'hébergement mais oriente les victimes vers trois refuges indépendants pour femmes et enfants qui autorisent généralement des séjours jusqu'à six mois tous en offrant aux femmes des services pour leur apprendre à gagner leur subsistance.⁴ L'une des plus belles réussites de SWAGAA est le rôle que l'organisme a joué pour sensibiliser l'opinion publique sur la VBG et les droits de la personne, ce qui est particulièrement remarquable dans une société où le pouvoir patriarcal est profondément

⁴ Ces lieux ne sont pas répertoriés, mais le bureau du vice-premier ministre cherche actuellement à identifier les ressources de ce type.

enraciné. Il n'est pas rare d'entendre que « SWAGAA est un nom réputé », que « SWAGAA est une autorité nationale en matière de VBG et de droits des enfants » et que grâce à SWAGAA, les parents n'ont plus le droit de battre leurs enfants, même dans les petites communautés hors des zones d'activité de l'ONG.

SWAGAA est financé par des sources diverses dont le gouvernement Swazi ne fait pas partie, malgré le fait que le SWAGAA traite des victimes de VBG envoyées par des institutions gouvernementales. Outre le PEPFAR (Plan d'urgence du Président des États-Unis sur le VIH/SIDA), les donateurs viennent de sources privées, individuelles ou corporatives, de fondations locales et internationales, du Carrefour Canadien International, de l'Union Européenne, d'Irish Aid et de diverses agences des Nations Unies.

Cependant, le SWAGAA n'a jamais bénéficié d'un seul grand donateur fournissant un soutien structurel durable et la pérennité de l'ONG paraît souvent précaire (ce qui est actuellement le cas). La plupart des Swazis, comme ceux qui travaillent pour d'autres ONG, agences gouvernementales et donateurs déclarent que SWAGAA fait partie du « tissu de la société Swazie » et affirment qu'ils ne permettront jamais que l'organisme s'effondre dû à un manque de fonds. Néanmoins, le personnel de SWAGAA est toujours préoccupé par les moyens de rejoindre les deux bouts.

Alors que SWAGAA a été constitué pour aider les femmes victimes de VBG, de nouveaux programmes et de nouvelles activités élargissant le champ d'action de l'organisme ont été créés en réponse à divers besoins exprimés par des membres de la communauté durant des études de référence et des évaluations communautaires, une approche que l'organisme utilise régulièrement pour détecter les nouveaux besoins de la communauté et les insuffisances de ses services. Par exemple, ce sont des évaluations communautaires qui ont



SWAGAA

Petite salle d'attente pour les clients.

poussé SWAGAA à intégrer le VIH dans tous ses programmes. Cette intégration s'est faite sur la base de récits de victimes reliant la VBG et le VIH et a eu lieu avant que les donateurs et les agences internationales s'intéressent à cette cause. Les évaluations ont également mis en lumière la nécessité d'augmenter l'engagement des hommes et des garçons, de renforcer les activités de prévention de la VBG, de développer un réseau d'orientation afin d'augmenter la capacité de répondre aux besoins des victimes, ainsi que d'adopter une riposte plus stratégique envers la VBG.

L'un des avantages de l'approche utilisée par SWAGAA est sa collaboration avec les leaders traditionnels et les structures de pouvoir communautaires afin d'obtenir leur appui envers ses programmes, ce qui constitue généralement le premier pas de l'organisme avant de travailler dans une nouvelle zone. Plusieurs programmes sont actuellement en activité, notamment :

Lihlombe Lekukhalela (ou LL signifiant littéralement « Une épaule réconfortante pour pleurer ») : Cette initiative de protection des enfants a été créée par le gouvernement du Swaziland et UNICEF, puis adoptée par plusieurs organismes, dont SWAGAA. SWAGAA supervise des LL dans 15 de ses 24 communautés cibles.

Des bénévoles locaux désignés « protecteurs d'enfants » reçoivent une formation leur apprenant à repérer les enfants victimes d'agressions sexuelles, physiques ou psychologiques, à soutenir les enfants et leur famille, ainsi qu'à orienter les victimes vers des services médicaux, de protection juridique et de défense des droits. Les « protecteurs d'enfants » sont des hommes et des femmes bénévoles de la communauté qui visitent les domiciles et développent des relations avec les familles en faisant attention aux comportements pouvant signaler des enfants victimes d'agressions. Ils sont également connus dans la communauté comme des adultes auprès desquels les enfants peuvent demander protection. Lorsque les bénévoles identifient des enfants ayant été agressés ou qui sont devenus orphelins et vulnérables à cause du VIH, ils discutent avec eux (l'épaule réconfortante pour pleurer) et les orientent vers la police, les services juridiques et des institutions médicales ou d'autres organismes de services appropriés. En outre, les LL organisent des dialogues communautaires sur la prévention de la VBG et du VIH, ainsi que des formations pour que les structures traditionnelles locales puissent réagir efficacement aux cas d'enfants agressés.

Éducation et prévention : Les programmes d'éducation sont au centre de l'approche SWAGAA et comprennent notamment des clubs de sensibilisation⁵ des filles en milieu scolaire, l'initiative LL, une initiative d'engagement des hommes et des campagnes d'information. En 2009 et 2010, plus de 20 000 femmes, hommes et enfants ont été rejoints par ces programmes d'éducation et leurs messages sur la prévention de la VBG et du VIH, sur les droits de la personne, sur le trafic d'êtres humains et sur le rôle de la VBG dans l'épidémie de VIH.

⁵ L'expression « sensibilisation » fait référence à des activités visant à faire connaître une réalité, notamment sous forme d'exposés verbaux ou de courtes formations.

D'autres interventions, souvent mises en œuvre en collaboration avec des partenaires externes ont notamment permis de former des policiers, des procureurs, des professionnels de la santé, des fonctionnaires et des représentants d'ONG.

Actions de sensibilisation dans les écoles :

Ces programmes d'éducation par des pairs ont été utilisés pour mettre en lumière la problématique des agressions et promouvoir la prévention par l'abstinence. Dans les 24 communautés cibles de SWAGAA, trois étudiants par école reçoivent une formation d'éducateur d'une durée de deux jours et demi durant lesquels un professeur mentor leur est assigné. Chacun de ces jeunes éducateurs, garçons et filles, forment ensuite des groupes de 25 étudiants qui se reproduisent jusqu'à ce que tous les étudiants de l'école aient reçu la formation.

Initiative de participation des hommes :

Le programme « Men for change » (des Hommes pour le changement) a été lancé en 2006 après une évaluation communautaire indiquant que les hommes et les garçons devaient s'engager pour que SWAGAA ait des chances d'atteindre ses



Diane Gardsbane

Un participant à un groupe de discussion entre hommes.

**ENCADRÉ 1 :
PROCÉDURE POUR
SUSCITER LA
PARTICIPATION DES
HOMMES**

1. Organiser une présentation de sensibilisation à la VBG lors d'une réunion régionale de chefs.
2. S'adresser au cercle des proches du chef, le bandlancane.
3. Sélectionner deux hommes de la communauté qui deviendront animateurs bénévoles.
4. Transmettre aux animateurs les connaissances techniques et les compétences de leadership dont ils auront besoin dans le cadre d'un séminaire de trois jours, avec l'aide de matériel provenant du Réseau Sonke de justice des genres (Afrique du Sud), réputé dans le monde entier pour ses résultats d'engagement des hommes et des garçons dans la prévention de la VBG et du VIH.

objectifs. L'organisme Canadian Crossroads International a soutenu la formation des cadres du projet, laquelle comprenait une visite au Canada pour le premier coordinateur. Le projet a été présenté aux communautés en misant sur l'engagement du chef, du comité consultatif du chef et des autres hommes influents faisant partie de la structure traditionnelle du pouvoir de la communauté. Les activités ont été lancées seulement après que les hommes aient compris et accepté le projet (voir encadré 1).

Des animateurs-formateurs ont été formés dans les 24 communautés ciblées par SWAGAA. Ils organisent des dialogues entre hommes, créant des occasions de se rassembler afin de discuter d'un grand nombre de sujets relatifs aux normes de genre. Le but du projet est de susciter l'engagement des hommes pour qu'ils contribuent activement à l'éradication de la VBG. En 2009 et 2010, un total de 1 053 hommes ont ainsi été atteints.

SWAGAA a aussi fait des expériences consistant à introduire des garçons et des jeunes hommes célibataires dans les discussions des groupes d'hommes.

Même s'il existe une réticence traditionnelle chez les hommes mariés à discuter de sujets intimes de sexualité en présence de jeunes, SWAGAA espère ainsi rejoindre les jeunes générations et leur inculquer des valeurs d'égalité des genres avant leur mariage. Afin de respecter les pratiques traditionnelles, il a été décidé que les garçons participeraient à la première partie de la séance durant laquelle les discussions sont plus générales.

D'autres activités visant à susciter la participation des hommes ont aussi été organisées, notamment une célébration de la Fête des pères qui a réuni plus de 2 000 hommes, ainsi qu'un concours de

« L'homme de l'année » en collaboration avec un journal national, visant à reconnaître un homme dont les qualités comprennent le respect du droit de l'épouse à participer de façon égale aux décisions, de même que le rejet total de toute forme de violence.

Clubs de responsabilisation des filles : Ces clubs constituent une version Swazie du Réseau de filles créé au Zimbabwe et organisent des réunions de filles hebdomadaires en milieu scolaire où sont discutés divers sujets importants pour les filles, comme la sexualité, les agressions et le VIH, dans un cadre visant à développer la confiance en soi, l'assurance et la capacité de leadership. Dans

chaque école, une enseignante est recrutée et formée pour devenir coordinatrice bénévole. Ces coordinatrices encouragent les membres des clubs à élaborer leurs propres priorités et leurs propres activités à l'intérieur des paramètres des problèmes devant être abordés.

Services de counseling : SWAGAA offre des conseils individuels et à des groupes sur six sites, ainsi que des conseils par téléphone via une ligne gratuite couvrant tout le pays. En outre, SWAGAA offre des conseils et du soutien psychosocial sur la VBG et d'autres problèmes à des hommes, des femmes et des jeunes détenus dans les prisons du gouvernement.

SWAGAA compte dans ses effectifs des conseillers et des conseillères qui travaillent auprès de clients de même sexe et de sexe opposé. Ces conseillers reçoivent une formation de deux semaines élaborée en interne, ainsi qu'une formation sur le terrain en compagnie d'un conseiller expérimenté. D'autres activités de formation interne et hors de SWAGAA complètent ensuite l'expertise des conseillers. Dans son Cadre d'action stratégique 2010-2013, l'organisme met l'accent sur l'offre de services de soutien complets aux victimes de violence. Les installations de counseling offrent d'abord un havre de sécurité et un soutien aidant les clients à se prendre en main, notamment en les aidant à prévenir de nouvelles agressions et en leur présentant des stratégies d'autonomie économique.

Durant l'exercice financier 2009/2010, un total de 1 753 clients ont reçu des services de counseling individuel sur six sites. La qualité des prestations est maintenue en limitant le nombre de clients par conseiller. La figure 2 présente une ventilation des types d'agressions signalées par ces clients. Même si la majorité des femmes et des hommes font état d'agressions psychologiques, les enfants qui constituent 22 % de la clientèle totale se plaignent plus d'agressions sexuelles que de tout autre type d'agression et presque tous ces enfants sont des filles.

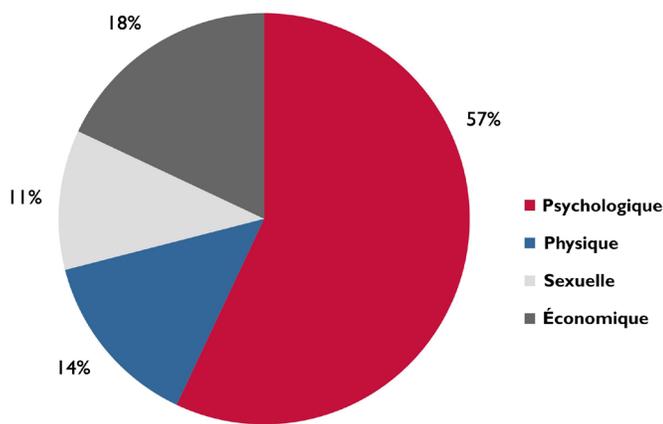
La procédure d'accueil des clients recevant des conseils individuels comprend une question sur la connaissance de leur bilan VIH, mais les clients ne sont pas forcés de divulguer leur état. Les clients ignorant leur bilan sont encouragés à se rendre sur un site de counseling et de dépistage du VIH. Tous les clients reçoivent de SWAGAA des conseils relatifs au VIH, dont une orientation vers des groupes de soutien pour le/la partenaire de personnes séropositives et des conseils sur des stratégies de prévention pour les personnes séronégatives ou qui ignorent leur état. Sur les 1 606 personnes interrogées sur leur bilan

ENCADRÉ 2 : ÉCHAPPER AU CYCLE DES AGRESSIONS

SWAGAA a connu plusieurs belles réussites, comme l'histoire d'une femme venue demander conseil au sujet de sa fille qui affirmait (faussement selon la cliente) avoir été violée par son père (l'époux de la cliente). Les conseillers ont aidé cette femme à passer du déni à l'acceptation de la réalité, puis l'ont aidé à trouver les moyens de créer une micro entreprise pour qu'elle contribue financièrement au soutien de la famille car sa dépendance financière était en fait la principale raison lui faisant craindre de signaler l'agression à la police. Récemment, cette femme a été malade et s'est avérée être séropositive. SWAGAA l'a aidé à trouver une aide pour son entreprise afin qu'elle continue à recevoir des revenus.

- Conseillère SWAGAA

FIGURE 2. TYPES D'AGRESSIONS SIGNALÉES PAR LES CLIENTS DES CONSEILLERS LORS DE L'EXERCICE FINANCIER 2010 (N = 1 753)



Source : Tableau recréé à partir d'informations provenant de SWAGAA 2010, 11.

VIH, 214 (13 %) étaient séropositifs, 447 (28 %) étaient séronégatifs, 688 (43 %) n'ont pas souhaité divulguer leur bilan et 257 (16 %) ne connaissaient pas leur bilan.

Après le soutien initial, SWAGAA oriente les victimes d'agression sexuelle (si celles-ci ont rapporté l'agression dans les 72 heures suivant l'incident) vers la Family Life Association of Swaziland (Association pour la vie de famille au Swaziland) afin de recevoir un service de contraception d'urgence et de prophylaxie post-exposition. Cette association est affiliée à la Fédération internationale de planning familial (IPPF en Anglais) et offre des services complets de santé reproductive et sexuelle comprenant des services de planning familial et d'action contre le VIH adaptés aux adultes et aux jeunes. Les clients de l'association sont également informés de l'existence de SWAGAA et orientés vers SWAGAA lorsqu'une agression semble avoir eu lieu.

SWAGAA a joué un rôle important pour renforcer les capacités des institutions de santé (cliniques et hôpitaux) face aux cas de viol en incorporant de nombreux prestataires de services dans son réseau de ressources et en appuyant l'élaboration d'un manuel national de formation pour la gestion clinique des cas de violence sexuelle. Même s'il existe un protocole national de prophylaxie post-exposition (PPE), la sensibilisation et les capacités des institutions de santé à offrir des PPE dans tout le pays demeurent limitées. En 2007, une PPE a été offerte à 432 personnes dans 22 institutions de santé qui étaient alors équipées pour offrir ce service.

SWAGAA fait partie d'un groupe de travail technique national sur les PPE, dirigé par le ministère de la Santé, qui a organisé des formations dans 47 institutions de santé sur la collecte de preuves d'ADN et sur l'administration des PPE. Le groupe a aussi examiné les outils de collecte d'informations pour garantir un suivi efficace du programme de prophylaxie post exposition. Ces sites ont été programmés pour recevoir des trousse de prélèvement d'ADN en Octobre 2011, dans le cadre d'objectifs du ministère de la Santé visant à renforcer les services de PPE.

Gestion de cas : Les personnes et les familles ayant des besoins complexes reçoivent des services de gestion de cas (203 clients ont bénéficiés de ces services durant l'exercice financier 2009/20010, en hausse par rapport aux 175 personnes de l'exercice précédent). Cette prestation comprend une identification des besoins à court et long terme, ainsi que la mise en place de mécanismes visant à répondre à ces besoins (secours alimentaire, hébergement, vêtements et attention médicale, comprenant un accès à des services de PPE et de prévention du VIH, ainsi que de suivi). Les victimes ont également droit à des

services d'assistance et de protection juridique. Cette attention peut comprendre une orientation vers d'autres prestataires. Par exemple, SWAGAA n'offre pas de service d'hébergement mais collabore avec trois refuges indépendants. SWAGAA trouve également un hébergement pour les enfants orphelins et vulnérables, et aide les femmes à trouver des moyens de gagner leur subsistance. Au Swaziland, il n'existe aucun refuge spécifiquement mis sur pied pour les victimes de trafic de personnes.

SWAGAA réunit régulièrement des représentants d'organisation faisant partie d'un réseau traitant de ces problèmes.

Le réseau a développé un répertoire de ressources complémentaires (2010). Il compte aussi élaborer des directives et des outils visant à améliorer tout le processus d'orientation des clients.

SWAGAA étudie des stratégies visant à assurer à long terme la gestion des besoins des clients dans un contexte de contraintes financières (voir l'encadré 3).

Groupes d'entraide : Des groupes d'entraide communautaire sont créés par SWAGAA pour rejoindre les femmes rurales et leur proposer des stratégies de prévention de la violence avec volets de sécurité économique. SWAGAA offre des services de formation de soutien organisationnel à des groupes de femmes acceptant de créer des coopératives génératrices de revenus qui constituent ensuite des associations d'épargne et de crédit. SWAGAA utilise ces groupes pour créer des espaces de discussion sur divers sujets tels que la VBG et le VIH, et encourage la création de groupes informels de soutien entre femmes. Des femmes d'un groupe d'entraide affirment que la création de leur groupe dans la communauté a aidé à réduire la VBG.

Services juridiques d'accès à la justice : Les femmes victimes de VBG disposent d'une unité offrant des services d'information, d'assistance et de conseils juridiques, ainsi que des services de représentation lors de négociations de résolution de conflit, de même que des services juridiques pour les démarches de divorce, de garde d'enfants, de défense de droits de propriété, d'ordonnance restrictive, etc. Pour maximiser l'utilisation de ses ressources limitées, SWAGAA a établi des relations avec des avocats indépendants qui acceptent d'offrir leurs services à prix fixe, nettement moindre que les tarifs normaux.

ENCADRÉ 3 : PLANIFICATION DE SERVICES DURABLES

La gestion des cas complexes est coûteuse et exigeante, compte tenu des ressources limitées disponibles. Dans le futur, SWAGAA croit que pour répondre aux besoins des cas complexes, il faudra définir un ensemble complet de services multisectoriels, ainsi que des protocoles et des processus de suivi. Il faudra aussi développer des outils et des directives pour soutenir les prestations de services. Pour que ces services fonctionnent bien, il faudra également un solide réseau d'orientation vers des partenaires et une structure nationale de coordination des mesures contre la VBG.

— Directeur général de SWAGAA



Diane Gardsbane

Groupe d'entraide épluchant et coupant de la cisaille pour fabriquer un onguent vendu dans tout le Swaziland.

L'avocat de SWAGAA rédige les documents et fait la liaison avec le client afin de faciliter le travail des avocats indépendants et réduire les coûts au minimum. Actuellement, trois avocats indépendants acceptent les cas provenant de SWAGAA.

L'unité juridique aide aussi à la préparation des enfants, des femmes et parfois des hommes qui devront comparaître en justice pour leur expliquer le processus judiciaire et leur apprendre à se présenter correctement au tribunal.

SWAGAA a aussi lancé un programme d'observation des tribunaux, dans le cadre duquel un employé obtient l'autorisation d'entrer dans la salle d'audience et d'observer les attitudes et comportements en vue de formuler des recommandations pour améliorer la reconnaissance des droits des victimes, l'égalité des genres au tribunal et le respect des normes légales concernant les cas de VBG.

Communications et lobbying : Le lobbying est la pierre d'angle de toute l'action de SWAGAA. L'organisme a beaucoup œuvré pour faire adopter la loi sur les délits sexuels et la violence domestique, la loi de 2009 interdisant le trafic des humains et plusieurs autres initiatives de

réforme des lois et politiques relativement à la violence domestique et à la protection de l'enfance. SWAGAA joue un rôle de rassemblement de divers partenaires, les convoquant à des rencontres régulières. De plus SWAGAA préside actuellement le Consortium des genres, un groupe de lobbying regroupant environ 17 organisations membres de l'Assemblée de coordination des organisations non gouvernementales.

SWAGAA a joué un rôle significatif pour défendre des enfants en cour, notamment auprès d'un tribunal en fonction depuis plusieurs années à Mbabane, la capitale, et d'un autre tribunal ouvert avec l'appui d'UNICEF dans la ville de Nhlango, district de Shiselweni. Certains tribunaux du pays disposent d'installations permettant d'interroger les enfants en privé, sur demande d'un procureur.

Suivi/évaluation et systèmes de surveillance : SWAGAA s'efforce d'établir un système de suivi/évaluation efficace, malgré ses ressources limitées. Des évaluations communautaires sont réalisées périodiquement et des statistiques programmatiques sont compilées. SWAGAA compte développer des indicateurs et des mécanismes de suivi afin de mesurer les effets de ses programmes.

Au Swaziland, il n'existe aucune structure de surveillance compilant des informations complètes sur l'incidence ou la prévalence de la VBG, mais une initiative unique dans toute l'Afrique méridionale a permis de mettre en place un système national de surveillance recueillant des informations auprès des victimes de VBG.

Tous les partenaires recueillent des informations en se basant sur des indicateurs communs recensant les types d'agression, le lieu des agressions, l'identité de la victime et de l'agresseur, ainsi que les services d'orientation fournis. Des réunions mensuelles sont organisées lors desquelles chaque

organisation présente un rapport sur les informations recueillies, ces informations étant ensuite consolidées dans un système national de surveillance.

Même s'il n'existe aucune base de référence pour établir des comparaisons, SWAGAA signale une augmentation générale du nombre de cas de VBG dénoncés. En outre, les activités organisées dans les communautés (p. ex. campagnes de prévention de la violence contre les femmes visant à faire évoluer les normes sur la violence contre les femmes et les enfants) sont mieux reçues par la population.

« Nous frappons à de nombreuses portes pour exiger que les choses changent. Nous ne restons pas assis dans nos bureaux. Je rencontre des décideurs politiques et des policiers. Nous leur amenons des victimes qui leur racontent leur histoire. Nous allons dans les communautés et les écoles. L'utilisation de cas réels (où seuls les noms sont changés) nous aide beaucoup à faire tomber le mur du déni.

*— Nonhlanhla Dlamini,
députée et ancienne directrice
générale de SWAGAA*

Résultats positifs observés

Les victimes sortent de l'ombre : Selon Cebile Manzini-Henwood, directrice générale de SWAGAA, les résultats initiaux de l'organisme reposaient sur la volonté de quelques unes des nombreuses victimes à sortir de l'ombre. Voici ce qu'elle déclare :

Lorsque SWAGAA a été créé par un groupe de femmes Swazies, dont plusieurs avaient été victimes de violence, c'était le premier organisme du Swaziland osant s'attaquer au problème de la VBG, voire simplement à la défense des droits des femmes. Une onde de choc qui a secoué toute la société continue à prédominer lorsqu'il est question de SWAGAA. C'était un groupe de femmes n'ayant pas beaucoup de ressources, mais qui ont décidé de remettre en cause le statu quo, refusant de laisser la situation perdurer. Les premières interventions ont conduit à la réputation qui marque encore l'organisation aujourd'hui. Même les contrecoups de cette onde de choc ont été énormes ! L'histoire était en train de s'écrire.

Engagement des victimes : Les premières stratégies organisationnelles de SWAGAA pourraient être à l'origine de la vaste sensibilisation créée autour de la VBG. Selon Nonhlanhla Dlamini, députée et ancienne directrice générale de SWAGAA, les principaux facteurs des succès initiaux de l'organisme étaient une passion profonde pour la cause, la persévérance face à l'adversité, le rôle des victimes qui ont accepté de raconter leur histoire et l'appui solide des médias, obtenu avec de nombreuses réunions, des programmes de formation et une collaboration étroite. Ces stratégies continuent à être appliquées aujourd'hui.

Engagement des médias : Dès le début, SWAGAA a cherché à obtenir l'engagement des médias, allant même jusqu'à en faire des partenaires, jetant les bases d'une relation qui est encore solide aujourd'hui.

Durant les premières phases de développement de SWAGAA, les cadres de l'organisme ont rencontré les dirigeants de tous les médias, prenant le temps d'étudier leur fonctionnement. Aujourd'hui,

**MULTIPLICATION
DES CAPACITÉS DE
SWAGAA GRÂCE À
L'ÉTABLISSEMENT
D'UN RÉSEAU DE
PRESTATAIRES**

Principales stratégies :

- Réunions trimestrielles de partenaires favorisant les échanges de connaissances, la croissance de l'expertise en VBG et les contacts entre partenaires.
- Nomination et encadrement de points de contacts pour partenaires afin de renforcer leur expertise
- Publication d'un répertoire de ressources distribué à tous les partenaires
- Élaboration de directives nationales multisectorielles de gestion des cas de VBG
- Mise sur pied d'un système national de surveillance chez tous les partenaires, visant à suivre tous les cas de VBG
- Cesser graduellement d'offrir tous les services pour plutôt coordonner et renforcer un réseau de partenaires

SWAGAA continue à travailler avec les patrons de la presse pour leur faire comprendre les complexités de la VBG, ainsi qu'à offrir aux médias des programmes de formation faisant découvrir les besoins des victimes de violence. En échange, les médias alertent souvent SWAGAA lorsqu'ils découvrent des cas d'agression. Lorsque les médias publient des articles sur des sujets importants, SWAGAA les remercie en leur octroyant des prix de reconnaissance.

Partenariats avec les leaders communautaires : Tous les programmes communautaires de SWAGAA commencent par une présentation de sensibilisation au chef local et à son entourage. Une acceptation officielle par les autorités traditionnelles permet au programme de bien fonctionner et de trouver des bénévoles locaux.

Le travail de proximité de SWAGAA, particulièrement les activités de sensibilisation dans les écoles, a beaucoup fait connaître les problèmes de VBG et de droits des enfants, procurant aussi à SWAGAA une grande visibilité et une reconnaissance de son nom quasi universelle dans tout le pays.

Engagement des hommes à titre de partenaires : Afin d'établir une société plus favorable à l'équité des genres, le partenariat avec les hommes a été un aspect crucial des progrès récents de SWAGAA. Comme l'indique Nelly Dlamini-Mtshali, directrice de programmes chez SWAGAA : « C'est très important, particulièrement dans une société patriarcale. Ils ne savent pas comment partager leur pouvoir et parfois, ne savent même pas ce que signifie le partage du pouvoir. Ils voient simplement que nous tentons de leur enlever ce qu'ils considèrent un droit. SWAGAA utilise une approche « homme à homme », poussant les hommes à réfléchir sur les notions de masculinité, et cherche à les engager comme partenaire de prévention de la VBG. Parmi les changements observés depuis que SWAGAA demande l'engagement actif des hommes, on remarque une attitude plus ouverte dans les communautés concernant les messages de VBG. En bout de ligne, l'organisme espère que les hommes seront tout aussi capables que les femmes de s'élever contre la VBG et de participer à la sensibilisation sur le VIH dans leur famille et dans leur communauté.

Partenariats multiples. SWAGAA travaille en collaboration étroite avec des organisations de la société civile, les autorités gouvernementales, des agences des Nations Unies et des donateurs pour mener à bien sa mission et ses objectifs. Parmi les partenaires de SWAGAA, on retrouve l'organisation Women and Law in Southern Africa (chapitre du Swaziland), Family Life Association of Swaziland,

Save the Children, le bureau du vice-premier ministre, l'Unité pour l'égalité des genres, l'Unité nationale de coordination pour les enfants, le Ministère des Services Sociaux, l'Unité de violence domestique de la police du Swaziland et les Services correctionnels du Gouvernement, ainsi que diverses agences des Nations Unies (incluant l'UNICEF, le Fonds des Nations Unies pour la population et le Programme des Nations Unies pour le Développement), de même que des donateurs tels que PEPFAR. Ces partenariats augmentent la productivité des ressources internes et aide SWAGAA à ne pas s'éloigner de sa mission originale qui est de soutenir les victimes de VBG.

Élargir les capacités organisationnelles en créant un vaste réseau de prestataires :

SWAGAA a consacré beaucoup d'énergie au développement d'un réseau de partenaires pouvant fournir des services aux victimes de VBG, y compris aux enfants, qui est au centre d'une stratégie visant à multiplier ses propres capacités pour desservir toutes les victimes de VBG au Swaziland. Selon la directrice des programmes de SWAGAA, l'objectif de ces efforts consiste à passer d'un rôle de prestataire unique de services de VBG dans le pays à un rôle de coordination multisectorielle et multi agences.

SWAGAA organise des rencontres trimestrielles avec ses partenaires de tous les secteurs (police, justice, affaires sociales, institutions médicales, etc.) pour créer des occasions de partage d'expertise et de connaissances entre divers secteurs de la société, pour renforcer l'expertise des ONG partenaires et des prestataires gouvernementaux en matière de VBG, pour favoriser les échanges entre partenaires et pour développer un répertoire de ressources. Les partenaires ont nommé un point de contact que SWAGAA peut cibler pour encadrer les activités contre la VBG. En outre, des accords cadres ont été signés avec diverses ONG (incluant Family Life Association of



Diane Gardsbane

Directrice de programmes chez SWAGAA, Nelly Dlamini-Mtshali décrit les services de l'organisme.

Swaziland) afin de formaliser les services offerts aux victimes de VBG.

SWAGAA coordonne également l'élaboration de directives nationales multisectorielles de gestion des cas de VBG.

Défis

Financement à long terme : Bien que le gouvernement, la société civile et les citoyens ordinaires accordent une très grande importance aux contributions de SWAGAA à leur pays, le financement de ce groupe représente un défi permanent. Par exemple, lorsque le budget de SWAGAA est passé d'une absence totale de fonds pour lutter contre le trafic d'humains en 2009 à un budget de 100 000 \$ en 2010, le budget de l'organisation pour les services de counseling (la raison d'être de l'organisme), a été réduit d'un montant égal. Cette situation soulève un lourd dilemme obligeant à faire un choix entre la lutte contre le trafic des humains et les actions contre la violence domestique et sexuelle. Des participants interviewés affirment que SWAGAA est considéré

comme un acquis par de nombreux partenaires présumant que l'organisme s'en tirera toujours financièrement. Malheureusement, cette précarité constante du financement affecte non seulement le moral des employés, mais aussi la disponibilité des ressources, particulièrement au niveau des dépenses administratives et d'exploitation, ce qui nuit à la capacité de l'organisation de garantir la qualité continue de ses services.

Réaction lente des autorités politiques : SWAGAA a beaucoup œuvré pour sensibiliser le public sur le problème de la VBG, faisant lentement évoluer les normes sociales en matière d'équité des genres. D'ailleurs, le gouvernement a adopté une nouvelle politique sur les genres. Néanmoins, le contexte politique du Swaziland demeure difficile, comme le démontrent les difficultés à faire adopter la loi sur les délits sexuels et la violence domestique.

Capacité interne limitée : SWAGAA fait face à de nombreuses difficultés pour arriver à offrir les services les plus essentiels. Au niveau des infrastructures, on retrouve des lacunes fondamentales comme l'absence d'un ordinateur réservé au responsable des activités de suivi/évaluation et une absence de fonds pour effectuer une évaluation formelle des programmes. Auparavant, les employés de SWAGAA restaient longtemps au service de l'organisme. Aujourd'hui, peu de personnes y travaillent depuis plus de deux ans. Le moral des effectifs est en berne à cause des problèmes de sécurité d'emploi et d'échelles salariales. Au niveau de la formation, il faut que tous les employés aient une bonne connaissance des pratiques internationalement reconnues en matière de VBG et de trafic d'humains, un nouveau secteur d'activité pour SWAGAA, ainsi que sur les services à offrir aux hommes en tant que clients.

Services aux hommes en tant que clients : Bien que l'implication des hommes en tant que partenaires actifs d'éradication de la VBG ait été une pratique bénéfique, le fait de servir une clientèle masculine soulève des questions n'ayant peut-être pas été suffisamment étudiées. Les hommes adultes constituaient 22 % des clients de l'organisme durant l'exercice financier 2001 2002, puis 25 % en 2008 2009 (SWAGAA 2009) et 28 % en 2009 2010 (SWAGAA 2010). Les conseillers déclarent servir autant des hommes se disant victimes d'agressions que des hommes agresseurs. Les agresseurs reçoivent des conseils individuels en privé pour apprendre à maîtriser leur colère. Si les agresseurs se repentent et que les couples veulent rester ensemble, ils reçoivent des conseils et des sessions de renforcement des communications.

Le rapport annuel 2009/2010 indique que 433 hommes adultes se sont déclarés victimes d'agression, ce qui correspond à 28 % de tous les cas d'adultes victimes d'agression. Bien qu'il n'existe pas de recherche suffisante pour mesurer les types d'agression dont se disent victimes les hommes, certaines études et de très nombreuses anecdotes suggèrent qu'il est très rare que des femmes exercent sur un homme une coercition répondant à la définition de violence domestique (Larance 2007; Pence and Das Dasgupta 2006; Reed et al. 2010). Le nombre d'hommes se présentant à SWAGAA en tant que victimes d'agression est élevé, ce qui soulève des questions sur la procédure d'examen des plaintes pour agression des hommes. Par exemple, un homme peut se présenter comme victime de façon très convaincante alors que SWAGAA découvre plus tard qu'il était en fait l'agresseur initial. Certaines femmes déclarent qu'après avoir supporté les agressions pendant des années, elles se sont décidées à risposter. À l'instar d'autres organismes luttant contre la VBG, SWAGAA cherche encore comment traiter ces situations difficiles.

Problèmes de priorités : SWAGAA a connu beaucoup de succès pour sensibiliser le public sur le fait que la VBG affecte d'une certaine manière toutes les facettes de la société Swazie. Cependant, cette renommée a créé des attentes envers l'organisme le tirant dans plusieurs directions. Par conséquent, de nombreux programmes de SWAGAA chevauchent divers segments de la population, y compris des groupes qui ne sont pas directement touchés par la VBG. Le plus récent processus de planification stratégique lancé par SWAGAA met en lumière cette dichotomie, puisque le nouveau plan stratégique accordera une priorité plus claire aux services destinés aux personnes dans le besoin, avec la priorité additionnelle (déjà discutée) de développer les capacités des autres agences intervenant contre la VBG.

Recommandations

L'expérience de SWAGAA suscite de nombreuses recommandations pouvant s'appliquer à d'autres programmes, ainsi qu'à son propre développement futur.

Utiliser les voix des victimes pour combattre le déni et identifier les besoins : Le refus d'admettre que des agressions surviennent au sein de sa propre communauté est un problème universel. Le témoignage direct de femmes victimes de violence peut faire tomber ce déni de la réalité. En outre, l'incorporation de femmes ex-victimes de violence parmi les employés, dans l'équipe de direction et parmi les bénévoles constitue une bonne pratique pour la planification et l'évaluation des programmes.

Utiliser les évaluations pour identifier les besoins : Les analyses situationnelles et les évaluations initiales de référence aident à déterminer ce qui fonctionne bien et ce qui fonctionne moins bien, ainsi qu'à identifier les vides devant être comblés. Plusieurs questions peuvent



Diane Gardsbane

Membres d'un cercle Lihlombe Lekukhalela.

être posées, notamment : Quelles structures sont en place pour offrir un soutien et des services aux femmes. Quels sont les principaux partenaires ? Comment les programmes peuvent-ils coordonner les prestations de services ? Comment peut-on améliorer les liens entre la prévention du VIH et la prévention de la VBG ?

Développer un mécanisme national de coordination des actions contre la VBG : SWAGAA constate qu'il manque une agence nationale de coordination des actions contre la VBG au Swaziland, ce qui limite l'efficacité et la synergie des programmes et des partenariats.

De plus en plus, SWAGAA constate qu'il est nécessaire de renforcer les capacités des organisations partenaires luttant contre la VBG afin qu'elles puissent répondre aux besoins croissants, à mesure que l'étendue du problème de la violence est mise à jour au Swaziland. Il semble que la reproduction d'un mécanisme de type NERCHA en matière de VBG favoriserait un plus haut niveau de coordination, ainsi que le développement et la coordination d'interventions structurelles multisectorielles pouvant en bout de ligne changer les normes sociales et comportementales encourageant la VBG.

Faire adopter un budget national d'action contre les VBG : Au Swaziland, l'absence d'un budget national raisonnable pour l'Unité pour l'égalité des genres, l'Unité nationale de coordination des services à l'enfance et d'autres entités gouvernementales ayant pour mission de contrer les inégalités de genres limite la capacité de ces entités à agir efficacement, même avec des effectifs très dévoués. Nous recommandons l'établissement d'un budget national d'un montant suffisant, spécifiquement réservé à la VBG. En outre, en faisant mieux connaître les liens entre le VIH et la VBG, il devrait être possible d'affecter des fonds de lutte contre le VIH à la lutte contre la VBG.

Produire et utiliser des preuves : Les preuves internationales sur l'efficacité des interventions de VBG demeurent minces. Il est fortement recommandé d'intégrer un volet de suivi/évaluation dans tous les programmes. En outre, il est critique d'identifier un financement pour soutenir une infrastructure ayant la capacité de recueillir des preuves solides dès le début, permettant de facilement récolter des données de résultats, puis de les analyser et de les compiler dans des rapports qui seront ensuite utilisés pour améliorer les programmes. SWAGAA a utilisé avec succès des évaluations communautaires et des données de suivi routinier comme bases de développement de ses programmes, avec quelques études scientifiques. Par exemple, SWAGAA a soutenu une importante étude de l'UNICEF sur les agressions sexuelles d'enfants intitulée « Étude nationale sur la violence contre les enfants et les jeunes femmes au Swaziland » (2008), laquelle a jeté un peu de lumière sur les causes profondes de la problématique complexe de la VBG.

Utiliser les facteurs culturels : La capacité de SWAGAA à collaborer si étroitement avec les communautés, ainsi qu'à gagner la légitimité et le respect nécessaires pour aborder des sujets

sensibles dans les communautés est en grande partie attribuable à sa volonté de collaborer avec les leaders traditionnels. Plutôt que de tenter de contourner le secteur traditionnel, souvent perçu comme très conservateur et probablement opposé à la promotion de nouvelles normes de genres, SWAGAA a activement cherché à faire participer les leaders traditionnels, les encourageant avec succès à s'engager pour lutter contre toutes les formes d'agression et de VBG. Dans la mesure du possible, la mise à contribution des éléments culturels comme la hiérarchie traditionnelle afin d'en faire des éléments de solution ne peut que renforcer et approfondir l'action des programmes.

Perspectives d'avenir

SWAGAA a élaboré un plan stratégique 2010-2013 visant à restructurer les services et cibler l'action des ressources limitées de l'organisation sur cinq priorités : prévention de la VBG, soins et soutien des victimes, accès à la justice, stabilité financière à long terme et renforcement institutionnel. Cette approche mettra l'accent sur des objectifs mesurables et des indicateurs de résultats concrets, plutôt que de centrer toute l'attention sur des activités individuelles. La définition d'un ensemble complet de services pour les femmes et la mise sur pied de mécanismes efficaces de prestation de ces services, comprenant un solide réseau de ressources complémentaires, devrait constituer une priorité majeure pour l'avenir de l'organisme. Reprenant les éléments qui ont été à l'origine du succès et de la popularité des clubs de responsabilisation des filles, SWAGAA travaille actuellement sur une initiative semblable auprès des garçons visant à leur inculquer des normes de genres saines. Sur le plan administratif, les efforts doivent être concentrés sur la viabilité financière à long terme et sur le renforcement institutionnel. ■

RÉFÉRENCES

- Central Statistics Office and MEASURE Demographic and Health Survey. 2007. *Swaziland Demographic and Health Survey 2006-07: Preliminary Report*. Mbabane, Swaziland: Central Statistics Office, and Calverton, MD: MEASURE DHS, Macro International.
- Larance, L. Y. 2007. When She Hits Him: Why the Institutional Response Deserves Reconsideration. *Violence Against Women Newsletter* 5(4):10–19.
- National Emergency Response Council on HIV and AIDS. n.d. *The National Multi-sectoral Strategic Framework for HIV and AIDS 2009–2014*. Mbabane, Swaziland: The Kingdom of Swaziland.
- National Emergency Response Council on HIV and AIDS. 2010. *Swaziland National Social and Behaviour Change Communication Strategy 2009–2014*. Mbabane, Swaziland: The Kingdom of Swaziland.
- Pence, E., and S. Das Dasgupta. 2006. *Re-Examining “Battering”: Are All Acts of Violence Against Intimate Partners the Same?* Duluth, MN: Praxis International, Inc.
- Reed, E., A. Raj, E. Miller, and J. G. Silverman. 2010. Losing the “Gender” in Gender-Based Violence: The Missteps of Research on Dating and Intimate Partner Violence. *Violence Against Women*. 16(3):348–354.
- Reza, A., J. Breiding, J. Gulaid, et al. 2009. Sexual Violence and Its Health Consequences for Female Children in Swaziland: A Cluster Survey Study. *Lancet*. 373:1966–1972.
- Swaziland Action Group Against Abuse. 2009. *Swaziland Action Group Against Abuse: Annual Report 2008/2009*. Manzini, Swaziland: SWAGAA.
- Swaziland Action Group Against Abuse. 2010. *Swaziland Action Group Against Abuse: Annual Report 2009/2010*. Manzini, Swaziland: SWAGAA.
- United Nations Children’s Fund. 2007. *A National Study on Violence Against Children and Young Women in Swaziland*. Geneva, Switzerland: UNICEF.
- United Nations Country Team. 2009. *Complementary Country Analysis*. Mbabane, Swaziland: UNDP. Available at www.undp.org.sz/index.php?option=com_docman&task=doc_details&gid=202&Itemid=67 (accessed January 2012)
- United Nations Department for Economic and Social Affairs. 2009. *World Population Prospects: The 2008 Revision*. New York, NY: Department for Economic and Social Affairs.
- U.S. Agency for International Development Swaziland. 2010. *Swaziland: HIV/AIDS Health Profile*. Mbabane, Swaziland: U.S. Agency for International Development.
- U.S. Department of State. 2010. *Trafficking in Persons Report 2010 - Swaziland*. Available at www.unhcr.org/refworld/docid/4c1883c323.html (accessed May 2011)
- World Atlas. 2010. “Map of Swaziland.” Available at www.worldatlas.com/webimage/countrys/africa/sz.htm (accessed December 2010)

REMERCIEMENTS

Les auteurs désirent remercier toute l'équipe de SWAGAA, particulièrement Cebile Manzini-Henwood, directrice générale, et Nelly Dlamini-Mtshali, directrice des programmes, ainsi que Natalie Kruse-Levy, point de contact sur les genres au sein de l'Agence Américaine de Développement International, de même que les nombreux représentants des autorités gouvernementales, des agences des Nations Unies et des ONG qui ont pris le temps de les rencontrer. Les auteurs désirent également transmettre des remerciements spéciaux aux membres des groupes communautaires qui ont été rencontrés et interviewés, incluant un groupe d'entraide féminine, un groupe Lihlombe Lekukhalela et les hommes qui ont participé à une discussions d'hommes. Merci aussi aux membres du groupe de travail technique sur les genres du Plan d'urgence du Président des États-Unis sur el VIH/SIDA (PEPFAR en Anglais) pour leur soutien et leur vérification soignée de cette étude de cas.

CITATION RECOMMANDÉE

Gardsbane, Diane et Sizakele Hlatshwayo. 2012. *Groupe d'action contre la violence au Swaziland ; riposte à la violence basée sur le genre dans un contexte de VIH*. Série d'études de cas. Arlington, Virginie : USAID's AIDS Support and Technical Assistance Resources, AIDSTAR-One, Task Order 1.

Pour consulter les autres études de cas AIDSTAR One et obtenir des informations supplémentaires sur les ressources d'action contre le VIH/SIDA, prière d'aller sur www.AIDSTAR-One.com.

AIDSTAR-One

AIDS SUPPORT AND TECHNICAL ASSISTANCE RESOURCES

Les études de cas AIDSTAR-One présentent des programmes et des approches novatrices d'action contre le VIH dans divers pays. Ces études de cas engageantes s'adressent aux planificateurs et aux intervenants de programmes d'action contre le VIH. Elles documentent les diverses étapes d'action depuis la première idée jusqu'à l'intervention concrète, ainsi que depuis la recherche jusqu'à la mise en pratique.

Veillez vous inscrire sur www.AIDSTAR-One.com afin de recevoir des informations concernant diverses ressources sur le VIH, incluant d'autres études de cas traitant des problèmes émergents de prévention, traitement, dépistage et soins du VIH, ainsi que sur les conseils et l'accompagnement des personnes vivant avec le VIH, de même que sur l'intégration des genres et plusieurs autres sujets.